

faite par des employés du bureau de poste et de la firme P. S. Ross and Partners, société conseillère de gestion indépendante dont je répons, d'ailleurs. Savez-vous combien cette revue nous a versé l'an dernier en timbres-poste? Elle nous a versé \$3,489 pour confier la publication à la poste 19 fois par an. J'ai demandé aux représentants de la firme en cause ce qu'ils demandaient pour leur revue? pour 19 livraisons, ils demandent à leurs abonnés la somme dérisoire de \$1.50. De fait, cela leur coûte 25c., soit 98 ou 99 p. 100 de ce qu'il nous en coûte pour distribuer la publication. Je leur ai conseillé, au lieu d'exiger 25c., de demander 35c., de plus, soit 60c., ce qui absorberait les frais de distribution.

Si une publication n'est pas considérée comme un véhicule de publicité, nous devrions, je pense, imposer des frais raisonnables aux abonnés. Quelqu'un a évoqué le *Western Producer*.

M. Woolliams: C'est moi.

L'hon. M. Kierans: Nous avons transporté 8,561,592 exemplaires l'an dernier. Le poids moyen de chacun était de 6.31 onces. Le coût du transport a été de \$574,000 et nous avons reçu du *Western Producer* pour ce service la somme de \$59,000. Si le *Western Producer* voulait hausser le prix de sa publication pour couvrir nos frais de manutention, il en coûterait à ses abonnés 1.4c. de plus par semaine. Le prix de l'abonnement est de \$1.50 par an à l'heure actuelle. J'ignore combien de gens le reçoivent pour moins, en vertu de quelles modalités ou conditions, mais il peut être distribué dans certains cas pour moins. Une hausse de 1.4c. par semaine représenterait environ 80c. par an et par abonné.

On a mentionné le *Free Press Weekly Farmer*. Que Dieu soit loué de ce que le ministre des Postes actuel ne soit pas à blâmer pour la faillite du *Family Herald*. Cette publication a disparu il y a quelques mois, bien avant ma nomination ou peut-être peu de temps après. Je ne pense pas que ces gens auraient pu prévoir ce qui s'en venait.

• (9.20 p.m.)

En ce qui concerne le *Free Press Weekly*, 22,676,000 exemplaires ont été expédiés par la poste l'an dernier. Le *Free Press Weekly*, tout le monde le sait, appartient à un homme extrêmement riche.

M. Woolliams: Faites attention, c'est un journal libéral.

L'hon. M. Kierans: C'est vrai. Je doute que ses dirigeants m'adressent encore la parole. Mais M. Malone du *Free Press Weekly* fait [L'hon. M. Kierans.]

beaucoup de chichi. Si je mentionne les journaux coopératifs, je devrai donner les chiffres pour tous les journaux. J'ai ceux de groupes représentatifs. Le transport du *Free Press Weekly* l'an dernier a coûté—je ne crois pas que M. Malone accepte ces chiffres, mais il peut venir voir M. Ross et moi-même—\$1,622,000. Pour l'acheminement du *Free Press Weekly* nous avons reçu, non pas \$1,622,000, mais seulement \$112,000.

Des voix: C'est une honte.

L'hon. M. Kierans: Si les Canadiens vont accorder une subvention au *Free Press Weekly*, il me semble qu'il n'est que juste qu'ils en connaissent le montant. 1.5 million de dollars. (Applaudissements)

Soit dit en passant, voilà encore un journal qui, en augmentant modérément le tarif de ses abonnements et en ne donnant pas la totalité de cette augmentation aux vendeurs d'abonnements, pourrait sans difficulté faire face à l'augmentation du tarif postal. C'est une situation très difficile, une situation que nous n'avons pas prise en main, comme l'a mentionné le député, depuis 1951. En 1951, si l'on se réfère à ce qui a transpiré à cette époque, le ministère des Postes a essayé d'imposer un tarif de 4c. la livre mais il a dû y renoncer; je ne sais pas pourquoi. Il a été forcé d'y renoncer, et pourtant le gouvernement de 1951 était un gouvernement majoritaire. Peut-être était-ce à cause de pressions extérieures, je n'en sais rien. Cela n'a que trop duré, croyez-moi.

Néanmoins, le tarif du journal n'a pas été porté de 2 à 4c. la livre, mais de 2 à 2.5c. Depuis 1951, tous les prix ont augmenté, mais non le montant que nous, Canadiens, et nous, des Postes, demandons pour des services dont le prix pourrait, à juste titre, être plus élevé et que les gens sont prêts à payer.

Nous parlons tous de responsabilité fiscale. Nous parlons tous de la nécessité d'équilibrer les budgets. Nous parlons tous des nouveaux besoins de développement régional, de communications par satellite, et de la poursuite des recherches au Canada. Je pense qu'en cherchant de mon mieux à équilibrer le budget de mon propre ministère, je donne au gouvernement et aux députés plus de latitude pour choisir les nouvelles orientations que désire le pays. (Applaudissements)

M. le président: La présidence donne la parole au député de Winnipeg-Nord qui veut poser une question.

M. Orlikow: Monsieur le président, je suis gré au ministre de m'avoir fourni ces détails.